acteurspublics.com

Par **Bastien Scordia** 15 octobre 2021

LE PLAN DE L'INTÉRIEUR POUR REMÉDIER AUX DIFFICULTÉS DE LA RÉFORME DES SERVICES DÉCONCENTRÉS

Dans une note adressée aux préfets et qu'*Acteurs publics* s'est procurée, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, Jean-Benoît Albertini détaille un "*plan d'action et de soutien*" pour "*répondre aux principaux irritants*" recensés dans la mise en œuvre des secrétariats généraux communs aux directions départementales interministérielles.

© Christophe Archambault/AFP

À lire aussi :
La réforme des services déconcentrés en proie à des difficultés

La Place Beauvau l'avait reconnu auprès des représentants du personnel fin septembre : la réforme des services déconcentrés est en proie à des difficultés. Particulièrement la mise en œuvre des secrétariats généraux communs aux préfectures et aux directions départementales interministérielles (DDI). Le ministère de l'Intérieur tente aujourd'hui de rectifier le tir.

Acteurs publics s'est procuré une note de son secrétaire général, où ce dernier présente un *"plan d'action et de soutien"* pour *"répondre aux principaux irritants"* recensés dans ces secrétariats généraux depuis leur création, le 1er janvier dernier.

Depuis cette date, *"plusieurs irritants engendrent des difficultés pour les services aussi bien que pour les agents, qu'il s'agisse des ressources humaines, de l'informatique ou encore des sujets budgétaires ou immobiliers",* développe ainsi le préfet Jean-Benoît Albertini. De *"premières actions concrètes et opérationnelles"* sont attendues *"dans les délais les plus rapides possibles",* ajoute le secrétaire général dans cette note. Un document adressé aux préfets et aux responsables des secrétariats généraux.

Renforcement en moyens contractuels

Les sujets abordés par ce plan d'action (annexée à cette note) sont nombreux. Ils correspondent à chacune des 10 *"préoccupations"* que les secrétariats généraux ont le plus fréquemment fait remonter à la Place Beauvau. C'est le cas notamment du déploiement des référents de proximité et de la *"carte agent ministérielle",* de l'immobilier et de la pluralité des sites ou encore de la valorisation et de la visibilité des secrétariats généraux. Des actions sont aussi prévues pour améliorer les systèmes d'information et de communication ainsi que pour faire face à la multiplicité des systèmes d'information hors systèmes d'information RH (SIRH).

Outre ces sujets, le "plan d'action" met surtout l'accent sur les questions de ressources humaines (RH). Parmi les actions prévues *"à court terme" :* le renforcement en moyens contractuels des équipes des services RH des secrétariats généraux, ainsi que des services interministériels départementaux des systèmes d'information et de communication (Sidsic), mais également la mise à jour "en urgence" des habilitations et formations aux différents SIRH des secrétariats généraux. Les actions prévues *"à moyen terme"* portent sur la convergence *"vers un accès partagé aux SIRH",* mais aussi sur la conduite d'une revue des processus RH utilisés dans les secrétariats généraux communs pour une inscription dans la feuille de route "Convergence ATE (administration territoriale de l'État)".

par **Bastien Scordia**